

Discours d'Arnaud Montebourg
Frangy-en-Bresse
20 novembre 2010

Je voudrais d'abord dire à chacune et à chacun d'entre vous un grand merci pour l'amitié que vous me faites en étant rassemblés ici, à Frangy-en-Bresse, que beaucoup surnomment déjà Frangy-en-France.

Frangy, le village de Pierre Joxe, à une encablure des lieux que François Mitterrand aimait voir et revoir, symbolise un peu de l'histoire du socialisme français, enraciné dans cette belle France rurale qui lutte depuis toujours pour vivre et assurer son avenir.

Certains de vos visages amis et connus, me rappellent que ce sont les hommes et les femmes de ce territoire comme vous, paysans qui essayez de vivre de votre travail, ouvriers de la plasturgie, de la métallurgie, de l'agro-alimentaire qui luttez pour des salaires et des conditions de travail décentes, instituteurs qui prenez sur vous pour éduquer nos enfants, ce sont vous qui avez fait la Bresse et font la France.

Vous comme moi, comme beaucoup d'autres, vous vous demandez quelle est votre place, votre futur dans notre attelage national qui se défait chaque jour un peu plus.

Mais je sais, en toute humilité, que vous n'êtes pas venu à Frangy seulement pour me rencontrer, votre exigence est plus grande, votre espoir est plus fort et nos rêves communs et partagés sont beaucoup plus larges.

C'est d'ici, en Saône et Loire, cette Bourgogne que nous portons dans le coeur que j'ai voulu parler parce que je suis né ici physiquement et politiquement ; et parce que c'est avec vous que j'ai franchi beaucoup d'obstacles, affronté les moments de découragement, partagé l'espérance et l'enthousiasme des victoires.

Cette Saône et Loire qui est la nôtre, c'est aussi celle de l'enfant du Morvan que j'étais, ce Morvan où la famille de mon père, où l'on était boucher, rencontra celle de ma mère, venue d'Algérie pour former un alliage improbable, une famille française qui se décrivait, pour se moquer d'elle-même, comme des arabo-morvandiaux.

Pour nous, comme pour moi, ce métissage, c'était la France, que nous aimions passionnément et qui m'aida à trouver mon chemin personnel.

Je suis fier d'avoir ces deux France en moi, ces deux âmes qui se parlent, ont fait des enfants ensemble, construit des compromis dans la vie quotidienne et ont surmonté la peur qu'elles éprouvaient de leurs différences, dans une République qui les ont arrachés aux déterminations de leur histoire respective.

Aujourd'hui, c'est cette République, ses principes, ses fondements, ses promesses qui sont lourdement menacés.

*

Après l'effondrement il y a deux ans du système financier qui provoqua la plus grave crise économique depuis 1929, chacun mesure que l'économie et la finance, qui ont fait des êtres humains au travail leurs jouets, qui ont annexé la politique aux intérêts minoritaires de quelques rentiers, oligarques et actionnaires, se sont écroulées sur leurs fondations.

Plus rien ne pourra donc jamais être comme avant.

Les effondrements ont une utilité positive car ils obligent les hommes à inventer de nouveaux systèmes qu'ils n'auraient jamais imaginé pouvoir décider auparavant.

C'est ce que je vous propose de faire ensemble.

*

Avant l'effondrement financier, on a vu apparaître la menace de la crise climatique, qui chaque jour se fait davantage sentir dans le monde, sans qu'aucune décision sérieuse et d'importance ne soit prise pour assurer la mutation de nos manières de produire, de consommer et tout simplement de vivre.

Allons-nous accepter de retarder sans cesse le moment, où nous risquerons la désintégration et où le prix à payer deviendra incalculable ?

C'est ce que je vous propose d'affronter ensemble.

*

Dans l'effondrement financier, les Etats et leurs gouvernements libéraux, comme le nôtre, se sont portés au secours du système bancaire en accumulant des dettes qu'ils s'apprêtent à faire payer par ceux qui n'ont que leur travail pour vivre -ouvriers, artisans, employés, commerçants, petits entrepreneurs, retraités, cadres, agriculteurs- au lieu d'aller chercher l'argent dans les paradis fiscaux ou auprès d'institutions et d'individus qui ne connaissent pas la crise et ne la connaîtront jamais.

Plutôt qu'aggraver la récession par des plans de restriction, l'invention des solutions différentes et alternatives doit être inscrite à l'ordre du jour de la France et de l'Europe.

C'est le défi que je vous propose de relever ensemble.

*

Depuis l'arrivée de la crise, chacun ressent sans le dire en son for intérieur, à quel point le déclin de notre pays semble irrésistiblement programmé : désindustrialisation, marginalisation économique, surendettement des institutions publiques et des régimes sociaux, discrédit de notre diplomatie, appauvrissement des couches populaires et déclin progressif des classes moyennes, chômage endémique des jeunes et des seniors.

Pourtant, partout dans notre pays des forces innovantes et créatrices inventent des solutions nouvelles, régénèrent l'économie et la société.

Ce sont ces forces là de l'innovation et de l'anticipation, des forces sociales, économiques, culturelles, environnementales, qui créent chaque jour une société qui progresse et qui doivent être désormais mises au pouvoir.

Joindre nos efforts pour transformer la France parce que le système économique, financier et social ne tient plus debout, c'est ce que je vous propose d'accomplir ensemble.

*

Faut-il ajouter à ce tableau des effondrements la montée de la méfiance et du mépris des citoyens pour la politique, alors que l'action politique est pourtant le seul et unique instrument qui reste aux peuples libres pour maîtriser leur destinée et écrire leur histoire.

Cette ascension du mépris, cette installation de la violence sont liées à un système politique dangereux et abusif qui, placé entre des mains indécrites, se retourne contre la population, ses libertés et son droit de choisir par elle-même.

On ne réforme pas un pays contre l'immense majorité de ceux qui le compose, le font marcher et vivre. On le transforme avec l'aide du plus grand nombre en construisant des compromis durables et en imaginant des solutions nouvelles.

Devant ce champ de ruines qu'est devenu le système politique, il faut avoir le courage de construire une démocratie nouvelle, qui nous aidera à réaliser notre mutation.

C'est ce que je vous propose de bâtir ensemble.

*

Dans le souvenir encore brûlant que j'ai des combats rudes et ingrats que nous avons partagés ici tous ensemble, je me rappelle qu'il y avait déjà une part de refus du système sur lequel nous vivons malheureusement encore.

Les années ont passé mais rien n'a changé. Et les événements qui se sont succédés ont donné à ces combats une force rétrospective inhabituelle. Ils furent rarement couronnés de succès, mais nous savons qu'ils furent de sérieux commencements.

Je me souviens, il y a 10 ans, avoir ouvert la confrontation avec le système financier mondialisé qui

s'appuyait sur les paradis fiscaux. Nous avons alors alerté, décrit le danger des désordres de ce capitalisme dérégulé, toxique et vorace. Nous nous sommes heurtés à différents murs.

Celui de l'argent qui a pris trop de place dans notre société, mais aussi celui de la compromission qui a conduit tant de nos concitoyens, à juste titre, à penser que la finance avait acheté définitivement la politique, celui surtout de la résignation face à un monde dont beaucoup pensaient qu'on ne pourrait jamais plus le transformer.

Aujourd'hui, après l'effondrement quasi-mortel du système financier, plus personne ne peut douter que la soumission de la finance aux choix politiques des peuples et aux intérêts du développement de l'économie est devenue une urgence politique.

Démanteler les paradis fiscaux, tout le monde y est venu, mais dix ans plus tard.

*

Je me souviens aussi avoir demandé au milieu d'autres que le cinquième Président de la Ve République, Monsieur Jacques Chirac, assume comme tout citoyen de notre pays, ses responsabilités personnelles devant la justice, car une République authentique, dépourvue de privilèges est une République qui ne fait nulle distinction dans les droits comme dans les devoirs.

J'ai toujours veillé dans ces combats de principes à rester à l'écart de tout esprit partisan y compris en n'épargnant guère mes propres amis politiques lorsqu'ils avaient eux aussi commis des écarts.

A l'heure où l'impunité dans la classe dirigeante est de plus en plus criante, où la justice est impitoyable pour les gens ordinaires et devient l'instrument de la protection des gens de pouvoir, plus personne ne peut douter que ces combats étaient justes, fondateurs et d'avant-garde, car ils imaginaient une autre conception du pouvoir.

Exiger la responsabilité politique des chefs d'Etat ? Tout le monde y vient. Mais dix ans plus tard.

*

Je me souviens aussi, il y a quelques années, avoir avec certains d'entre vous, inventé le projet de 6ème République, une République qui fasse rendre des comptes par ceux qui la dirigent, permette la recherche de compromis politiques et assure aux citoyens une juste place dans la décision publique.

Il fallait à cette époque, déjà, affronter cette même République discréditée, une machine à trahir les choix de la population, une mécanique à confisquer le pouvoir au profit d'un clan sans vergogne, et à organiser sur une vaste échelle la désertion civique.

Aujourd'hui, après ces années d'abus à répétition, de risques pesant sur les libertés appartenant aux citoyens ordinaires, de piétinement quasi-tyrannique des contre-pouvoirs, plus personne ne peut nier que s'impose désormais la construction d'une République nouvelle qui conjure les excès du passé, établisse le retour de la confiance dans l'action politique, et organise la concorde entre tous les Français, quelle que soit leur origine et leur histoire.

Instaurer la 6ème République ? Tout le monde y vient. Mais dix ans plus tard.

*

Je repense enfin à la mutation écologique que nous organisons concrètement, ici sur le terrain, dans notre Bourgogne, en affrontant les préjugés, les réticences et la disette budgétaire, en imaginant une autre façon de nous transporter, de nous alimenter, de nous loger, de diversifier nos sources d'énergie, en soutenant les innovations technologiques qui remplaceront les emplois si nombreux perdus dans la noria interminable des plans sociaux de la crise.

Après des années à me battre contre les dégâts industriels de la mondialisation, plus personne aujourd'hui ne nie que la réindustrialisation de notre économie, de nos territoires, est la grande cause nationale qui réclame une alliance politique de toutes les forces de la Nation pour retrouver les emplois perdus dans la crise et redonner un avenir industriel à la France.

Les doutes sur la mondialisation heureuse ? Tout le monde y vient. Mais dix ans plus tard.

*

Mon itinéraire résume ces vingt-deux années de combats linéaires et continus comme avocat engagé puis comme rénovateur passionné, cherchant à toujours relier la gauche aux problèmes nouveaux posés par la société.

Car oui, j'ai toujours pensé que nous devons commencer par changer nous-mêmes pour espérer pouvoir changer la France.

L'instauration des primaires ouvertes et populaires a été un premier jalon de la transformation de l'ensemble du système politique. Elles donnent aux Français sans distinction, qui se reconnaissent dans nos valeurs, un droit nouveau consistant à participer à nos choix même s'ils n'appartiennent à aucun parti politique.

C'est donc bien un vent nouveau qui va se lever sur la politique française, rénovant les pratiques, régénérant les élus, engageant une révolution démocratique qui préfigure cette transformation de la France que je vous propose d'accomplir, avec les citoyens qui voudront y mettre leur énergie, leur imagination et leur force.

*

Vous l'avez compris, ma parole est celle d'un homme qui ne veut pas gérer l'effondrement du système.

Je ne crois pas que la France a besoin de gestionnaires du moindre mal, car gérer un système, c'est retarder le moment de son affaissement qui se paiera très cher et trop tard pour en inventer un autre.

Vous l'avez compris, je ne veux pas être l'un des gardiens de ces temples effondrés que sont devenus les systèmes politiques et économiques.

Il ne faut pas gérer le système, il faut désormais le transformer.

Je vous propose que nous soyons ensemble les ingénieurs de cette nouvelle France qu'il nous revient de bâtir à partir de maintenant.

*

C'est pourquoi, depuis ce petit coin de Bourgogne qui est le mien, qui est le nôtre, je suis venu vous annoncer ma candidature à la Présidence de la République Française.

Je suis bien conscient de l'audace d'une telle déclaration.

Je n'ai jamais été ministre, mais reconnaissons que depuis vingt-deux années, date de notre dernière victoire par François Mitterrand, tous ceux qui avaient été ministres et candidats ont échoué à devenir Président de la République.

Je ne suis qu'un homme comme beaucoup qui, à l'aube de ses cinquante ans a décidé de ne plus confier à d'autres l'invention de notre avenir commun.

Après quatorze ans à l'Assemblée nationale, trois ans à la tête de mon département, ayant exercé avec passion mon métier d'avocat pendant huit ans, je sais, comme beaucoup d'entre vous, que la France n'a pas besoin de conformistes, de gestionnaires ou d'héritiers.

Elle a aujourd'hui besoin de créatifs, d'inventeurs des temps futurs et de transformateurs.

Je me suis interrogé sur le sens profond de ma candidature.

Elle signifie le refus des énièmes rustines sur les tuyaux percés de l'économie mondiale et de la politique française.

Je ne veux pas que l'on gère, même socialement l'effondrement du système, nous devons au contraire le transformer en profondeur et durablement. Je crois qu'une majorité de Français y est prête.

Parce qu'il faut mettre en mouvement la société française si nous voulons avoir la moindre chance de la transformer.

La tâche est immense et je l'aborde avec l'humilité de celui qui sait à quel point il est difficile de faire changer les systèmes, toujours plus forts que les hommes.

*

Je m'apprête à porter devant vous et partout où j'irai en France, 100 propositions concrètes, réalisables et ancrées dans nos valeurs ; des idées et des rêves, des rêves éveillés, très réveillés même, qui engageront notre pays dans quatre grandes transformations fondamentales qui permettront de bâtir la nouvelle France.

Premièrement, étendre le modèle du capitalisme coopératif et mutualiste, pour faire reculer l'emprise de la finance, et mettre l'économie au service des hommes et non plus l'inverse.

Deuxièmement, organiser la mutation écologique de nos modes de vie pour préserver les ressources naturelles de la planète, inventer les produits de demain et créer les emplois qui remplaceront ceux perdus dans la crise.

Troisièmement, assurer le renouveau productif et industriel de la France pour construire une nouvelle forme de croissance, qui sauvera nos services publics éducatifs, financera une juste retraite, paiera le droit pour tous de se soigner, et désendettera le pays.

Enfin, instaurer la 6e République afin de rétablir la concorde entre les Français, associer les gens à la solution des problèmes, lutter contre la violence et l'insécurité qui progressent et mettre fin aux guerres identitaires qui s'installent désormais sur notre sol.

*

La nouvelle France sera d'abord celle de l'extension d'un capitalisme d'un genre nouveau : le capitalisme coopératif et mutualiste. Un capitalisme dans lequel les hommes et les femmes qui le font marcher ont implanté le socialisme. C'est un capitalisme au service des hommes et des femmes au travail, où les salaires sont plus élevés qu'ailleurs, où les conditions de travail sont meilleures qu'ailleurs, où les profits de l'entreprise sont mieux partagés qu'ailleurs et où la réussite dans la compétition économique n'est pas moins bonne qu'ailleurs.

Dans ce capitalisme coopératif, l'association entre le capital et le travail est égalitaire et nul n'est otage du système financier puisque les salariés sont copropriétaires de l'entreprise.

Ils sont les meilleurs défenseurs de leur outil de travail, les meilleurs patriotes de leurs territoires, ils sont la meilleure arme anti-délocalisation de leurs entreprises.

Pourquoi ? Parce qu'ils sont libres et affranchis de l'obligation de servir les exigences démesurées des actionnaires, ces fermiers généraux des temps modernes.

Et sur le terrain, ça marche, car ce qui est coopératif est compétitif dans de nombreux secteurs : les légumes, le lait, les lunettes, la distribution de détail, la banque, le sucre.

La droite prétendait moraliser le capitalisme, mais elle ne pourra jamais le faire tant sa connivence avec la haute finance est désormais prouvée.

Aujourd'hui, aucune leçon n'a été tirée de la crise, au point qu'un trader en Bourse déclarait dernièrement : « On a failli faire sauter la planète, mais on s'est contenté de nous confisquer les allumettes ».

La gauche qui bâtira la France nouvelle doit désormais proposer une révolution économique en construisant une économie du capitalisme coopératif.

Parmi les 100 propositions que je fais, j'en fais 7 qui nous permettront de nous convertir à l'économie coopérative. Je propose par exemple qu'un fonds souverain coopératif rachète les entreprises disposant de savoir-faire, de brevets, d'usines et d'emplois à préserver pour les transformer progressivement en coopératives.

*

La nouvelle France sera aussi celle de la mutation écologique de nos modes de vie.

Tous les pays qui croient dur comme fer dans leur avenir se sont lancés dans cette incroyable métamorphose, prenant une avance certaine sur nous.

Dans ces pays, toute la population investit elle-même par son comportement dans l'écologie. Les

producteurs fabriquent des produits sobres, les consommateurs économisent l'énergie et apprennent à réévaluer le prix des objets à l'aune de ce qu'ils apportent ou nuisent à l'humanité.

Nous allons isoler nos maisons, découvrir d'autres modes de transport, changer notre alimentation, consommer en citoyens et nous mettre enfin à voter avec nos chariots de supermarché.

L'écologie n'est pas une expédition punitive contre des hommes qui auraient fauté. Elle est une transformation nécessaire de nos manières de vivre qui, dans la nouvelle France, rapprochera les lieux de productions industrielles et agricoles des lieux de consommation, inventera la croissance saine, créera les produits de demain et avec eux les emplois nouveaux pour les fabriquer ici et non plus à 20.000 km.

C'est l'intérêt des Français que de conquérir eux-mêmes cette nouvelle frontière écologique qui placera la France à la hauteur dans la compétition internationale.

La droite a fait des Grenelle jusqu'à l'ivresse, mais dans la vie quotidienne et sur le terrain, rien n'a changé.

Parmi les 100 propositions que je fais, j'en fais 12 permettant d'organiser et financer la mutation écologique de notre pays et de nos vies.

Je propose par exemple que tout fabricant de biens d'équipement soit contraint d'assurer le démantèlement, le recyclage et la revalorisation des produits industriels en fin de vie qu'il a lui-même mis sur le marché.

Cette obligation concrète est de nature à relocaliser les activités de fabrication sur notre territoire, à soulager les contribuables des taxes sur les déchets et à créer des emplois nouveaux pour assurer ce service.

*

Mais la nouvelle France sera surtout celle de la réindustrialisation, car un pays qui ne produit plus est toujours dans la main de celui qui produit.

La classe dirigeante qui professait une France sans usines, a commis une grave faute de vision et d'anticipation sur ce qu'est devenu le monde et son nouveau centre de gravité productif qu'est devenue l'Asie.

C'est par nos seuls moyens que nous redeviendrons une grande Nation industrielle comme d'autres pays ont su le devenir en quelques années seulement.

Après ces centaines de milliers d'emplois disparus, il faudra bien inventer les nouvelles industries de demain pour redonner du travail à nos territoires qui vident leurs usines, et se remplissent de chômeurs !

Cela suppose que l'argent de la finance investisse dans les risques productifs et non plus dans les activités lucratives de la spéculation : moins d'argent pour les gros patrimoines et les dividendes ; plus d'argent dans l'investissement, la recherche, la création et le travail.

C'est en renversant l'ordre de nos préférences collectives qu'on rassemblera la Nation, ses forces sociales, ses forces économiques pour faire de la réindustrialisation de notre pays la première cause nationale.

Car relever un pays comme nous en avons le devoir, ce n'est pas seulement faire preuve d'imagination dans le ministère de l'argent dépensé, c'est aussi faire preuve d'imagination dans le ministère de la richesse créée.

La droite méprise le social et prétend favoriser l'économie. Pourtant nous n'avons eu ni l'un, ni l'autre.

La gauche défend mieux que d'autres le social, mais avec quelle économie le financera-t-elle ?

Or, pour transformer la France, nous avons besoin des deux.

Cette nouvelle France évitera la contagion de l'appauvrissement, diminuera le chômage, financera une bonne retraite pour tous à 60 ans pour ceux qui ont travaillé jeune et dur, reconstruira les services publics de l'éducation et de la santé, si et seulement si les forces sociales du travail et les forces de la création économique se refont confiance et bâtissent un projet commun aux intérêts réciproques pour transformer la France en pays producteur d'une nouvelle forme de croissance.

Dans les 100 propositions que je fais, j'en fais 17 qui organisent l'alliance entre les producteurs et les travailleurs.

Je propose donc le partage de la réussite entre salariés et actionnaires, en indexant les salaires sur les hausses de productivité réalisées par les entreprises. Les hausses de pouvoir d'achat ne doivent pas être réservées aux seuls actionnaires.

Je propose d'asseoir les rémunérations des dirigeants des grandes entreprises non plus sur le cours de bourse, mais sur le nombre d'emplois qu'ils sauront créer ou qu'ils sauront sauver sur notre territoire. Ils pourront gagner beaucoup d'argent s'ils servent la cause de la croissance et du développement des entreprises en France.

Je propose d'obliger les grandes entreprises cotées en Bourse à choisir entre la distribution des dividendes et les licenciements de leurs employés. Si elles font du profit pourquoi se sépareraient-elles de leurs employés ?

C'est en inversant nos préférences pour l'emploi, pour le travail, pour les territoires que nous engagerons notre pays dans une révolution économique et sociale.

*

La nouvelle France, sera enfin celle de l'instauration par référendum populaire d'une 6ème République, ouvrant une nouvelle ère démocratique et irréversible à notre pays.

Nous allons apprendre à nous écouter les uns les autres, à nous respecter et à savoir parfois nous unir.

La montée de la violence, de l'incivisme et du soupçon, l'installation sur notre sol de tensions identitaires, nouvelles guerres de religion à bas bruit -485 lieux de culte, chrétiens, juifs ou musulmans ont été en 10 mois agressés-, tout cela est dangereux dans le pays de la Saint Barthelemy qui sait ce qu'il en coûte de s'étripier pour des questions religieuses.

Un pays dont les citoyens se divisent pour ce qu'ils sont est un pays qui court à sa perte.

Qu'on soit noir ou qu'on soit blanc, qu'on soit juif ou musulman, catholique ou protestant, nos problèmes ne se régleront qu'ensemble en organisant la coopération et non en semant la haine.

Une laïcité solidifiée doit organiser l'apaisement entre les cultes et les cultures, lutter contre le racisme qui monte dans le pays et les discriminations qui menacent l'unité nationale, plutôt qu'installer l'intolérance et monter les Français les uns contre les autres.

Alors, nous allons inventer une nouvelle façon de prendre des décisions. Respecter la population en l'associant aux choix politiques, respecter ses représentants -les syndicats, les associations qui aident et protègent-, être capable de négocier et discuter les décisions pour qu'elles soient acceptables par tous et pour qu'elles constituent des compromis qui durent.

Pour lutter contre la montée de l'insécurité, parmi les 100 propositions que je fais, je propose d'associer partout en France la population locale aux solutions locales du problème de la délinquance.

Je propose aussi un accord de bonne volonté entre toutes les forces politiques pour remettre des policiers et des gendarmes sur le terrain, car notre responsabilité est de donner des résultats à la population, non pas d'entretenir des querelles et des luttes politiciennes stériles sur un problème dont les citoyens sont non seulement les victimes, mais également les exclus de la recherche des solutions.

La 6ème République, c'est la recherche constante des solutions durables dans un pays incapable de réconcilier son désir de changement avec sa majorité sociologique, c'est la construction constante de compromis par concessions réciproques. Ce n'est plus la vendetta des uns et l'écrasement des autres.

La 6ème République, c'est l'apaisement et la neutralité des institutions régaliennes et non plus les divisions entretenues, la politisation de l'Etat et la manipulation des corps constitués.

*

Nous voilà à la croisée des chemins, prêts à nous lancer à l'assaut d'un rêve qui prendra corps sous l'effet conjugué de nos efforts. Celui d'écrire nous-mêmes notre histoire.

Contre tous ceux qui nous prédisent un destin de canton Suisse, je ne crois pas que nous soyons

condamnés à être les gérants d'une France succursale de la volonté des autres, mais que nous pouvons être nous-mêmes, nous tenir debout dans ce monde ingrat et chaotique.

Oui, nous pouvons conjurer le déclin de la France.

Oui, nous pouvons surmonter notre peur de l'avenir.

Oui, nous devons affirmer nos préférences et nos valeurs dans cette mondialisation qui a du plomb dans l'aile.

Oui, nous pouvons organiser l'unité des Français.

Oui, nous pouvons réussir à conduire la juste transformation du pays et entraîner celle de l'Europe.

Oui, nous sommes capables de nous surpasser ensemble, comme toute grande Nation qui s'est toujours relevée. L'occasion est là dans la tourmente mondiale qui surgit et se lève.

Alors même que nos empreintes sont plus petites que celles de tous ceux qui ont fait l'histoire, je repense en cet instant à Pierre Mendès-France qui avait écrit cette phrase inoubliable :

« Le jour où le peuple prend conscience de son droit et des voies qui lui sont ouvertes, il choisit les bases nouvelles de son existence ».

Ce jour est revenu.

C'est vers cette nouvelle France que les idées et les rêves de centaines de milliers d'entre nous convergent.

Toutes nos histoires particulières peuvent s'agréger pour forger une grande histoire collective.

Cette candidature s'en veut la colonne vertébrale, rejoignez-là.

En entrant tout à l'heure dans cette salle, j'ai été frappé par la solennité de vos regards, par ce mélange d'interrogations et d'espoirs qui traversaient vos yeux.

En entrant dans cette salle, je me suis souvenu de ceux qui vinrent avant nous. De ces anonymes qui prirent un jour leur destin en main et qui se promirent de ne pas se séparer avant que leur tâche soit accomplie.

Ces anonymes, c'étaient ces députés du peuple, du Tiers-Etat, réunis dans la salle du jeu de paume le 20 juin 1789, qui prêtèrent serment les uns vis-à-vis des autres de rester ensemble et de faire front jusqu'à ce qu'une Constitution soit établie. C'était le serment du Jeu de Paume. Et ils établirent la République.

Ces anonymes, c'étaient les soldats de la 2ème Division Blindée du Général Leclerc. Dans la fureur de la Seconde Guerre Mondiale, ils prêtèrent serment, le 2 mars 1941, depuis leur petite oasis de Koufra au milieu du Sahara, de ne jamais cesser de combattre avant d'avoir libéré Strasbourg. C'était le serment de Koufra. Et ils libèrent Strasbourg.

Rêveurs ils étaient peut-être, mais ils ont transformé leurs rêves en réalité.

Souvenons-nous de ceux qui en 1964 ont fondé la Convention des Institutions Républicaines, en joignant leurs efforts autour de François Mitterrand.

Rêveurs eux-aussi ils étaient peut-être, mais le fait est qu'ils ont transformé leurs rêves en réalité.

Derrière ces moments qui ont fait notre pays, il y avait toujours une petite troupe, guère plus grande que la nôtre. Et un serment incroyable de conviction et d'espérance qu'il en devenait invincible.

Chaque époque ou chaque génération a sa mission dont les autres ne peuvent s'acquitter pour elle. La nôtre consiste à transformer la France et la conduire sur de nouveaux chemins.

A vous tous je m'adresse maintenant. Si vous voulez apporter votre force dans cette entreprise audacieuse aux possibilités infinies qui s'ouvrent devant nous, alors venez tels que vous êtes, écrire l'histoire inattendue qui bouleverse le conformisme, s'appuie sur la créativité de chacun, et s'accomplira dans la mise en mouvement de la société française vers son juste redressement.

N'oubliez pas que la France, c'est encore nous qui la faisons. Et si nous sommes libres de ne rien en faire, nous serions bien avisés de ne pas la laisser choir. Car nous l'aimons profondément.

Une France nouvelle se met en marche, venez la faire avec nous, rejoignez-là !
Et nous pourrons dire ensemble, plus haut et plus fort,
Vive la République ! Vive la 6e République !
Vive la France ! Et vive la nouvelle France !